

REVUE DE PRESSE

TUNISIE

MARS 2022

Rapport Amnesty International 2021/2021

Disponible ici →

<https://www.amnesty.be/infos/rapports-annuels/rapport-annuel-2021/rapport-annuel-2021-moyen-orient-afrique-nord/article/tunisie-rapport-annuel-2021>

Les sujets suivants y sont abordés :

- **Le droit à la santé** : lié à campagne de vaccination anti-COVID19
- **La liberté de réunion** : largement entravé par de nombreuses interdictions au rassemblements publics
- **Le recours excessif et inutile à la force**
- **Les procès inéquitables** : notamment de procès militaires de civils
- **Le droit de circuler librement** : interdictions de voyager et mise en résidence surveillée
- **Liberté d'expression** : nombreuses arrestations et poursuites judiciaires à l'encontre de personnes n'ayant pas tenu de propos violents, pour avoir critiqué le pouvoir. Fermeture de chaînes TV.
- **Droits des personnes réfugiées ou migrantes** : par de cadre juridique ou procédural et expulsions forcées.
- **Droits des femmes** : impunité violences faites aux femmes, féminicide et harcèlement sexuel
- **Droits des lesbiennes, des gays et des personnes bisexuelles, transgenres ou intersexes** : arrestations et poursuites au titre de lois réprimant pénalement les relations sexuelles consenties entre personnes de même sexe, l'« outrage à la pudeur » et les actes considérés comme « portant atteinte à la morale publique » + harcèlement et attaques violentes de la polices qui augmentent
- **Peine de mort** : condamnations à mort prononcées sans exécution

Crise politique et état d'exception

Position des différents partis face aux mesures exceptionnelles et en vue des élections législatives à venir (dec. 2022)

- 10 mars
Noureddine Bhiri libéré, quel avenir pour Ennahdha ? : ancien Ministre de la Justice enfermé dans un lieu secret et sans qu'il ait la possibilité de faire appel à un avocat «sous couvert d'état d'urgence». Il est aussi un des cadres dirigeant du parti islamiste Ennahdha.
<https://www.jeuneafrique.com/1325853/politique/tunisie-noureddine-bhiri-libere-quel-avenir-pour-ennahdha/>
 - 22 mars
Abir Moussi : « Le peuple ne veut pas du projet de Kaïs Saïed » : présidente du Parti destourien libre (PDL) et femme politique la plus en vue de Tunisie.
<https://www.jeuneafrique.com/1332674/politique/tunisie-abir-moussi-le-peuple-ne-veut-pas-du-projet-de-kais-saied/>
-
- 11 mars
Il faut faire barrage aux restrictions imminentes qui menacent la société civile
13 organisations tunisiennes et internationales alertent : un projet de loi qui a récemment fuité risque de rétablir les restrictions de l'ère Ben Ali. Ces restrictions visent les organisations de la société civile et permettrait à l'administration "de s'immiscer dans les modalités de création des organisations de la société civile, leur fonctionnement, leurs activités et leur financement, ainsi que leur capacité à rendre compte publiquement de leur travail et à exprimer leurs vues".
<https://www.hrw.org/fr/news/2022/03/11/tunisie-il-faut-faire-barrage-aux-restrictions-imminentes-qui-menacent-la-societe>
 - 12 mars
L'état d'exception, un réel danger pour la démocratie
Billet de blog de Mouna Kraïem Dridi, enseignante à la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, qui revient sur les différentes mesures du gouvernement depuis le 25 juillet 2021 et souligne l'absence d'instance de contrôle à laquelle serait soumis le président.
<https://www.jeuneafrique.com/1326688/politique/tunisie-letat-dexception-un-reel-danger-pour-la-democratie/>

- 25 mars
Kaïs Saïed veut mettre le holà aux financements étrangers des ONG
... au risque de jeter le bébé avec l'eau du bain, titre Jeune Afrique
 Le secteur associatif tunisien est menacé par les autorités qui voient les financements étrangers et notamment européens de ce dernier d'un mauvais œil. Les financements multiples, les sommes faramineuses en jeu, le manque de traçabilité de ces financements et de programmes qui tardent à se traduire sur le terrain sont autant d'arguments qui pèsent et entraînent des soupçons de détournements de fonds. Pour y remédier, le projet de loi de Kaïs Saïed prévoit de soumettre à autorisation, voire de criminaliser les financements étrangers des associations tunisiennes. Or, sans financement étranger, la société civile sera à l'agonie et sous la mainmise du gouvernement.
<https://www.jeuneafrique.com/1329908/politique/tunisie-kais-saied-veut-mettre-le-hola-aux-financements-etrangeurs-des-ong/>
- 30 mars
Huit mois après le 25-Juillet, Rached Ghannouchi se rebiffe
 À l'initiative du chef d'Ennahdha, l'Assemblée, gelée depuis le 25 juillet, tiendra deux séances plénières → ordre du jour de la première plénière : la fin des mesures exceptionnelles et l'annulation des décrets pris depuis le 25 juillet. La seconde plénière examinera la situation économique et financière du pays.
https://www.jeuneafrique.com/1334653/politique/tunisie-huit-mois-apres-le-25-juillet-rached-ghannouchi-se-rebiffe/?utm_source=jeuneafrique&utm_medium=flux-rss&utm_campaign=flux-rss-jeune-afrique-15-05-2018
- 31 mars
Poussé dans ses derniers retranchements, Kaïs Saïed dissout l'Assemblée
"Siderée, la Tunisie entame un nouveau cycle politique avec la dissolution, le 30 mars, de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) par le président Kaïs Saïed." → Les députés ont tenu une plénière à distance le 30 mars et voté à 115 voix sur 217 la levée des mesures exceptionnelles instaurées par le président.
<https://www.jeuneafrique.com/1334874/politique/tunisie-pousse-dans-ses-derniers-retranchements-kais-saied-dissout-lassemblee/>
- 1er avril
Recadrage américain après la dissolution de l'Assemblée par Kaïs Saïed
<https://www.jeuneafrique.com/1335303/politique/tunisie-recadrage-americain-apres-la-dissolution-de-lassemblee-par-kais-saied/>

Procès inévitables

Deux actions urgentes Amnesty

- **Le procès du député tunisien Yassine Ayari** : poursuivi en raison de publications sur Facebook dans lesquelles il qualifiait la concentration des pouvoirs entre les mains du président Kaïs Saïed de « coup d'État ». Amnesty International demande que les poursuites engagées contre Yassine Ayari soient abandonnées et qu'il soit mis fin aux poursuites de membres de la population civile devant des tribunaux militaires.
<https://www.amnesty.be/veux-agir/agir-individus/reseau-actions-urgentes/article/depute-juge-tribunal-militaire>
- **Abderrazak Kilani, éminent avocat et ancien bâtonnier de l'Ordre national des avocats de Tunisie, incarcéré et poursuivi devant un tribunal militaire** suite à un échange verbal avec des policiers qui l'empêchaient d'entrer dans un hôpital, où il voulait rendre visite à un de ses clients, détenu arbitrairement : Noureddine Bhiri, ancien ministre de la Justice. Amnesty demande que les charges dénuées de fondement à son encontre soient abandonnées et que cessent les poursuites des civils devant des tribunaux militaires.
<https://www.amnesty.be/veux-agir/agir-individus/reseau-actions-urgentes/article/avocat-poursuivi-tribunal-militaire>
- 4 mars
Tollé après l'arrestation de l'ancien bâtonnier Abderrazak Kilani
<https://www.jeuneafrique.com/1323004/politique/tunisie-tolle-apres-larrestation-de-lancien-batonnier-abderrazak-kilani/>

Peine de mort

- 5 mars
Premières condamnations pour les attaques djihadistes de Ben Guerdane
Bien que la Tunisie observe un moratoire sur les exécutions depuis 1991, 16 condamnations à mort ont été prononcées par le tribunal de Tunisie spécialisé dans les affaires terroristes.

Crise économique

- 9 mars

Pénurie des denrées de base à un mois du ramadan

Dépendante du blé ukrainien, la Tunisie connaît une pénurie importante des produits de première nécessité. Le gouvernement n'avait pas prévu que les importations seraient perturbées et n'avait pas prévu de stock. Le président montre du doigt les spéculateurs, ce à quoi certains lui reprochent de chercher des coupables plutôt que de trouver des solutions.

<https://www.jeuneafrique.com/1324537/politique/tunisie-penurie-des-denrees-de-base-a-un-mois-du-ramadan/>

- **Le président Saïed en “guerre” contre les spéculateurs face à une pénurie d'aliments**

https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/economie-africaine/tunisie-le-president-saied-en-guerre-contre-les-speculateurs-face-a-une-penurie-d-aliments_5000121.html